

# VIOLENCE SECURITAIRE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE : ACTEURS ET NATURE DE L'EXTREMISME VIOLENT AU BURKINA FASO.

**SANGLA Hamidou**

Université Joseph Ki-Zerbo  
hamidousangla@yahoo.fr

## Résumé

*Cet article porte sur la crise sécuritaire au Burkina Faso qui est confronté aux exactions des groupes armés depuis 2016. Dès le début de la crise, la rhétorique des médias burkinabè était axée sur l'avènement de l'islamisme au Burkina Faso. Ce langage résulte des variables socioculturelles des acteurs de la violence. La mission diplomatique française en 2014, à l'occasion de la célébration du 14 juillet parle d'une guerre civile dans le cadre d'une rébellion contre l'État. Nous avons, à partir d'une méthode qualitative, de l'analyse du discours médiatique et politique décrit la nature de la violence armée dans ce pays du Sahel. Il ressort une controverse sur la nature de la violence. Dans sa communication officielle, le gouvernement burkinabè parle d'exactions terroristes alors que les médias font une confusion avec le djihadisme qui relève de la guerre sainte menée dans le monde islamique. Dans le langage diplomatique, on parle de rébellion armée.*

**Mots clés :** rébellion, djihadisme, terrorisme, Burkina Faso.

## Abstract

*This article focuses on the security crisis in Burkina Faso, which has faced abuses by armed groups since 2016. From the beginning of the crisis, the rhetoric of the Burkinabe media was focused on the advent of Islamism in Burkina Faso. This language results from the socio-cultural variables of the actors of violence. The French diplomatic mission in 2014, on the occasion of the celebration of July 14, speaks of a civil war as part of a rebellion against the state. We have, from a qualitative method, the analysis of the media and political discourse described the nature of armed violence in this Sahel country. There is controversy about the nature of the violence. In its official communication, the Burkinabe government speaks of terrorist abuses*

*while the media confuse it with jihadism, which is part of the holy war waged in the Islamic world. In diplomatic language, we speak of armed rebellion.*

**Keywords :** *rebellion, jihadism, terrorism, Burkina Faso.*

## **Introduction**

Le Sahel. Une géographie et une géopolitique à la lisière d’Afrique subsaharienne est aujourd’hui en passe d’être la zone la plus dangereuse du continent. Aux questions migratoires et d’instabilité politique s’invitent les problématiques humanitaires et sécuritaires dans cet espace reliant l’Afrique dans ses parties occidentale et septentrionale. Depuis le début du siècle, il est devenu un nœud de la violence avec les activités des groupes armés extrémistes nationaux et internationaux qui se développent et commettent des exactions contre les populations et leurs biens. Ce développement des mouvements armés résulte des facteurs socioculturels, géographiques, géopolitiques et de la fragilité des États qui a entraîné une rémanence de la violence dans les sociétés, une remise en cause de la coexistence pacifique entre les communautés et les groupes ethniques. Il se pose aujourd’hui d’énormes questions préoccupantes sur la paix, la stabilité, la coexistence pacifique et la tolérance entre les communautés.

L’intervention militaire de l’Organisation du traité de l’Atlantique nord (OTAN) en Libye en 2011 et la chute tragique du régime de Muhammad Kadhafi ont enchaîné le processus de violence armée dans la zone, la victoire des groupes armés hors-la-loi sur la démocratie et les États du Sahel. Ainsi, les sociétés et la gouvernance politique au Mali, au Niger et au Burkina Faso sont aujourd’hui confrontées aux conséquences de l’issue de la crise libyenne. A la fin du conflit, les mercenaires, principalement venus d’Afrique de l’Ouest, et enrôlés par le Colonel Kadhafi se sont repliés au Sahel où sont développées des activités criminelles. Ce fut d’abord le Mali puis le Niger.

Aujourd'hui, même si les pays du golfe de Guinée sont visés par les activités des groupes extrémistes, la situation au Sahel est plus alarmante. C'est l'exemple du Burkina Faso, qui, après l'insurrection populaire de 2014 n'a pas pu trouver des issues favorables à sa stabilité territoriale. Depuis l'incident sécuritaire en 2015 à Samaragouan, l'attaque contre Splendide Hôtel et le café Aziz Istanbul à Ouagadougou en 2016, la violence est devenue presque quotidienne. Pour contrer la progression des groupes extrémistes, plusieurs opérations militaires ont été menées au Sahel, dans la région de l'Est et dans la Boucle du Mouhoun, mais l'échelle des attaques contre les objectifs de l'État et les populations reste élevé. L'instabilité a entraîné le Burkina Faso vers d'autres crises conjoncturelles : l'affrontement entre les communautés, la crise de l'identité, la crise politique, humanitaire, etc. Les jeunes issus principalement des milieux défavorisés sont aujourd'hui envahis par les discours extrémistes et ils intègrent les rangs des groupes armés contre la morale de la société. Cette violence est introduite au Burkina Faso par l'activisme de Ibrahim Malam Dicko qui a créé en 2015 le groupe extrémiste Ansarul Islam qui met le pays dans une période de rupture et de recomposition de son système sécuritaire, politique et social depuis l'insurrection populaire de 2014 et le coup d'État manqué de 2015.

Certes, des facteurs contemporains, notamment la situation géopolitique au Sahel, sont à prendre en compte dans l'instabilité du pays mais, les incertitudes qui prévalent aujourd'hui sont aussi les résultats des incongruités dans la gouvernance qui ont engendré des nombreux mouvements de révoltes : soulèvement populaire en janvier 1966, mouvements sociaux pour la justice sur la mort de Thomas Sankara, Norbert Zongo et leurs compagnons, insurrection populaire en 2014, coups d'État, etc. Ce sont là quelques épisodes de l'histoire contemporaine d'un État en crise. A la veille de l'insurrection populaire en 2014, il y avait certes, les institutions politiques et

des élections, mais ils ne constituaient pas les gages de maturation de la démocratie (Natielse, 2013: 13). Elle était caractérisée par la patrimonialisation du pouvoir et la violation des droits humains avec une gouvernance politique minée par la corruption et l'injustice sociale qui sont des freins au développement et à la stabilité. Les écuries du pouvoir ont engendré la révolte populaire en 2014 et la fragilisation du système sécuritaire entraînant le Burkina Faso au bord du gouffre. La situation actuelle du pays est l'image du monde moderne décrit par Paul Valéry. « *Le regard du citoyen scrute l'avenir et panique en voyant partout monter les forces de la désorganisation et de l'anomie* » (Valéry, 1997, p. 15). L'animosité répandue par les groupes armés a rendu sinistre la société burkinabè. Ils cherchent obstinément l'effondrement de l'État et l'incertitude est devenue la seule certitude.

Même si les activités meurtrières des groupes extrémistes ont pris racine à Samaragouan dans le Kéné Dougou en 2015 suite à un incident contre la gendarmerie, la situation est restée sporadique avant de s'envenimer à l'issue de l'investiture du Président Roch Marc Christian Kaboré pour son premier mandat en décembre de la même année. On assiste à des bouleversements sécuritaires et à une crise d'identité qui placent la société burkinabè au seuil de l'effondrement. Les conflits entre les communautés et l'appel au meurtre contre les citoyens sur les réseaux sociaux numériques se développent pour se greffer à la violence terroriste. Les différentes attaques ont fait émerger un vocabulaire diversement apprécié dans la société. On pourra à souhait s'interroger sur la nature de la violence armée dans le pays. En effet, quelle est la nature de la violence qui sévit au Sahel ? Qui sont les acteurs de cette violence ? Est-elle une violence djihadiste, terroriste ou une rébellion armée ? Quelles ont les implications sociopolitiques de cet enchevêtrement linguistique sur la violence au Burkina Faso ? Notre objectif est de contribuer à la réflexion en décrivant la nature de la violence

armée qui sévit au Burkina Faso depuis la fin de la transition politique issue de l'insurrection populaire de 2014. Du point de vue spécifique, cette contribution prend en compte la description des acteurs, leur mode opératoire et les conséquences sociopolitiques de cet enchevêtrement linguistique sur la violence au Burkina Faso.

## 1. Méthodologie de recherche

C'est une réflexion qui résulte de la rémanence des attaques des groupes armés au Burkina Faso et la prolifération lexicale dans la communication des acteurs pour qualifier cette criminalité. Elle ambitionne contribuer au débat sur l'insécurité au pays à travers une méthode qualitative. La dynamique d'accomplissement du contrat politique et social par l'État est aujourd'hui fragilisée par la détérioration des liens sociaux et l'effritement du sentiment d'appartenance aux territoires du Burkina Faso. La crise de légitimité s'installe et ouvre la voie à la violence armée. Certes, les facteurs d'incivilités sont des ressorts de violation des droits de l'homme. Ils créent toutes les formes de confusion que ce soit dans les stratégies militaires mais également dans l'information et la communication. L'observation de l'espace public et les entretiens avec huit communicants nous révèle un vocabulaire qui, aujourd'hui s'enchevêtre entre djihadisme, terrorisme et rébellion armée. Nous formulons l'hypothèse suivante : le controverse sur la nature de la violence résulte du manque d'objectivation des structures étatiques ou non étatiques et de la tension qui existe entre l'État et ses partenaires. Nous avons analysé cinq discours de l'ancien Président Roch Marc Christian prononcé après des attaques attribuées à des groupes extrémistes. Il s'agit : du discours du 17 janvier 2016, après l'attaque contre Ouagadougou, le discours du 20 août 2019, après l'attentat contre le détachement militaire de Koutougou, celui du 07 novembre 2019, après l'attaque contre la société minière

SEMAFO, celui du 27/06/2021, suite aux manifestations contre la violence, le discours du 25 novembre 2021, après l'attaque d'Inata. Ces discours ont été choisis de façon aléatoire. Nous avons également analysé les cinq premiers numéros de *L'Observateur Paalga* et de *Le Pays*, les deux principaux quotidiens privés.

Notre réflexion s'emploie, à partir du contexte burkinabè, à définir la nature de la violence qui prévaut dans le pays. Du point de vue épistémologique, nous avons retenu le constructivisme, une théorie interdisciplinaire qui a été développée en sociologie pour mettre en relation les faits sociaux en lien avec le contexte. Le contexte, aussi bien politique, économique, historique, géographique, etc., est une variable qui influence la construction du discours sur les faits sociaux. Le fait social en ce qui nous concerne est le terrorisme, qui depuis 2016, fait partie de l'actualité nationale.

## **2. Islam et violence au Sahel**

Le rapprochement entre l'islam et la violence dans le monde contemporain est née de l'avènement des mouvements islamistes après l'effondrement de l'empire Otman en Turquie entre les deux guerres mondiales. Cet effondrement marqua la naissance de l'État moderne et la chute du calife, autorité suprême de la Oumma ou communauté des croyants. Orphelins, Alain Gresh explique que les musulmans se sont engagés pour rétablir les sources essentielles de la religion et soutenir une interprétation islamique de la société. Cet engagement opposait deux sociétés : la société arabe, adjuvant de l'islam et la société occidentale avec une civilisation judéo-chrétienne jugée contraire à la première. L'opposition entre les deux civilisations a entraîné la naissance de groupes armés revendiquant un nouvel ordre mondial dans lequel la société est interprétée par les valeurs islamiques. Après la chute du Calife et l'émergence de

l'État moderne en Turquie sur les cendres de l'empire Otman, la Oumma qui voyaient au Calife comme le symbole de la tradition islamique rejeta la civilisation occidentale, libéraliste et se projeta dans une revendication politico-réligieuse. Avec cette nouvelle donne, elle rejette le droit moderne et prône l'interprétation de la société arabe sur les bases des textes fondateurs (le Coran et la Sunna) de l'islam. Cette initiative va entraîner l'avènement de l'islamisme qui est un courant religieux, politique et militaire. A partir de cette période, la réflexion sur un État islamique commence à trouver place dans l'espace public. L'objectif au départ était de briser les barrières géographiques pour former un État unitaire dans lequel la civilisation arabe et musulmane seront célébrées. Pour les fondamentalistes, la création de cet État reste essentielle pour faire barrière à la domination de la puissance occidentale et pour préserver les valeurs autochtones. Des fondamentalistes comme Jamal Al-Din Al-Afghani, Mohamed Abdouh ont été influencés par leurs contacts avec l'Occident, mais sont restés attachés à l'islam et la nécessité de supprimer les frontières pour former une communauté (Gresh, 2004 : 90). Cette politique de réislamisation va propulser la naissance des mouvements des Frères musulmans dans plusieurs pays, notamment en Iran où la révolution de 1979 contre l'empire Shah a permis de proclamer la République islamique d'Iran. En Egypte, c'est en 1928 que la Société des Frères musulmans a été créée. Mais, la relation entre la confrérie et l'État égyptien est restée tumultueuse au regard de la politique rigoriste dans une société qui s'ouvre à la modernité et à la civilisation occidentale. Oliver Roy (2001) parle de post-islamiste pour désigner ces mouvements radicaux imperméables à d'autres civilisations.

A priori, les Frères musulmans sont novateurs. Ils ne s'investissent pas pour l'État islamique au sens fédéral mais restent contextuels pour prendre en compte la diversité sociale, territoriale et culturelle. Mais, les clivages ethniques et l'échec

des politiques nationales ont impulsé de vives contestations locales pour l'établissement d'une justice sociale équitable dans les sociétés. D'ailleurs, comme le note Alain Gresh (2004), on ne peut pas, sous le régime de la charia, couper la main à un voleur si le pouvoir politique est lui-même impie. Schématiquement, les populations s'identifient de moins en moins au mouvement international et s'imbriquent dans des luttes locales. La révolution à la place Tahri en Egypte en 2013 a actionné la chute du pouvoir des Frères musulmans dirigé par Mohamed Morsi.

Pour l'Égyptien Sayyid Qotb, le monde est divisé en deux univers contradictoires : la période avant l'islam marquée par l'ignorance et la période islamique considérée comme l'époque de la guidance et du savoir. Pour lui, l'islam doit se substituer à l'ignorance et les pouvoirs doivent fonder leurs principes de régulation sur les valeurs de la religion. La thèse quiétiste qualifie de non musulman les pouvoirs établis en terre musulmane se réclamant laïcs. Dans ce cas, « *on peut déclarer infidèle un gouvernement, même s'il se déclare et se montre musulman, pour peu que les principes qui fondent son action politique ne soient pas intégralement islamiques* » (Roy, 2001 : 58-59). C'est pourquoi la lutte armée doit être menée contre les pouvoirs établis en terre musulmane, qui sont en réalité des pouvoirs impies. L'interprétation de cette thèse justifie l'option de la violence des frères musulmans contre les gouvernements impies.

Cet échec dans la dynamique de contrôle des pouvoirs d'État a poussé les mouvements des frères musulmans à s'inscrire dans la guerre asymétrique. Certains mouvements politico-religieux ont pris d'autres dénomination mais avec une même philosophie. En Algérie, par exemple, à la suite des divergences politiques, le Front islamique du salut bascula dans la violence armée en 1991 contre le gouvernement. C'est dans cette dynamique que le Groupe salafiste de prédication et de combat

(GSPC) fut créé en 1998 avec l'objectif de combattre le pouvoir algérien par les armes pour imposer un État islamique. Pour des raisons stratégiques, un pacte d'allégeance entre Al Qaïda au Maghreb islamique et le GSPC sera prononcé par Nabil Sahraoui à travers une déclaration :

*Nous prêtons allégeance à Cheikh Oussama BEN LADEN (...) Nous poursuivons notre jihad en Algérie. Nos soldats sont à ses ordres pour qu'il frappe par notre entremise où il voudra et partout où il voudra. Tout en décidant de rallier Al-Qaeda et de prêter allégeance à Ben Laden, nous conseillons à nos frères de tous les autres mouvements jihadistes partout dans le monde, de ne pas manquer à cette union bénie (...) L'organisation d'Al-Qaeda est la seule habilitée à regrouper tous les moudjahidines, à représenter la nation islamique et à parler en son nom (Nana Ngassam, 201: 13).*

Avec cette allégeance, il s'insurge contre l'État et commet des exactions contre les populations. Les activités dans le monde arabe vont progressivement atteindre l'Afrique subsaharienne.

### **3. Le Burkina Faso au cœur de l'extrémisme violent**

A partir de 1990, on assiste à une évolution des enjeux géopolitiques en Afrique avec les transitions démocratiques considérées comme une opportunité pour la stabilité et le respect des droits humains. Ces changements ont entraîné une déchéance des régimes militaires en Afrique francophone et la constitutionnalisation de l'expression politique. La rhétorique politique et sociale, celle de la logique démocratique est axée sur les élections, les libertés publiques et les droits de l'homme. Mais les conflits inhérents à la gouvernance politique et l'instabilité des territoires se sont moins amenuisés et le début du siècle a été marqué par la propagation des conflits armés avec la rébellion en Côte d'Ivoire. La guerre civile en Libye en 2011 et l'insurrection armée dans le septentrion malien en 2012 ont eu

des conséquences politique et sécuritaire dans la région marquée par l'extrême pauvreté des populations. L'issue de cette guerre civile a été marquée par la prolifération des groupes extrémistes et leurs activités contre les États. Avec la criminalité organisée, on vit une recomposition de la géopolitique du Sahel et de la politique intérieure des pays. Les débats sur la coopération stratégique avec l'hexagone s'intensifient et les régimes d'exception refont surface en Guinée, au Mali, au Burkina Faso et au Niger.

La situation au Burkina Faso, depuis 2016, n'est donc pas inédite. Elle résulte de ces facteurs géographiques et géopolitiques du Sahel. A la fin du conflit en Libye, des combattants, essentiellement des Touaregs venus d'Afrique de l'ouest se sont repliés dans le Sahel où sont organisés des attentats contre les objectifs des États et les populations. La fin de la crise libyenne en hivers 2011 avec l'assassinat du guide la Révolution a coïncidé avec l'insurrection des groupes séparatistes en janvier 2012 au Mali. Le pays est alors au bord de l'effondrement avec la crise politique suite au renversement du Président Amadou Toumani Touré et la proclamation de l'indépendance de l'Azawad par le Mouvement de Libération de l'Azawad le 12 avril 2012. Parallèlement à cette crise, des groupes armés extrémistes revendiquent une nouvelle donne sociopolitique faisant du Nord du Mali un enjeu aussi bien national et régional. La fragilisation de l'État avec le foisonnement des groupes issus de la rébellion et des extrémistes a ouvert le champ de la déstabilisation du Sahel. Devenu un foyer de l'extrémisme violent, les populations civiles et militaires sont continuellement piégées par les enlèvements, les attaques contre les infrastructures sociales, religieuses, militaires ou contre les individus. Outre le septentrion, le Mouvement pour l'Unité du Djihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) occupe le Centre du Mali où officiait déjà le Front de Libération du Macina de Hamadoun Kouffa. Au départ, ce groupe était une

organisation d'autodéfense de la communauté peulh. Après son allégeance à Ansar Dine (les défenseurs de la religion, fondé par Iyad Ag Ghali), il devient Katiba du Macina et se radicalise contre l'État. L'écroulement de la digue malienne juxtaposé par la crise politique et militaire en 2014 et 2015 ont précipité l'avènement de la crise sécuritaire au Burkina Faso. Graduellement, la menace et la violence se sont étendues dans le Sahel burkinabé puis dans les autres régions du pays. Avant de s'inviter dans cette entreprise de violence, Malam Dicko, fondateur de Ansarul Islam, était un leader dans le Soum qui avait une communication sociale axée sur l'amélioration des conditions de vie des populations locales. Son discours commence à se radicaliser quand il s'est engagé à revendiquer une justice sociale équitable pour tous. « *Son discours mentionne certes la nécessité pour les Peuls de se défendre face aux trop nombreuses vexations qu'ils ont subies* » (International Crisis Group, 2017 : 9). Avec ce langage et sa position à gommer les clivages socio-culturels, il devient un leader, à la fois communautaire et religieux dans cette province. Pour International Crisis Group (ICG), la quasi-totalité des adhérents à sa philosophie sont des Peuls. Il noue des relations avec Hamadou Koufa du mouvement Ansar dine puis, en 2017, avec l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) selon ICG (2017: 16).

La connexion entre Ansarul Islam et Ansar dine va ouvrir les portes du Burkina Faso aux autres mouvements terroristes dont le Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans dirigé par Iyad ag Ghali et Al-Qaeda. En hivers 2017, il se rapproche de l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) avec lequel des attaques ont été menées à Nassoumbou au Burkina Faso.

#### **4. Une nomenclature islamique avec des actes anti-religieux**

Les groupes extrémistes officiant au Burkina Faso et dans le Sahel ont une dénomination avec des lexiques arabes ou

musulmans : État islamique, Ansarul islam, An sar Dine, Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, Mouvement pour l'Unité du Djihad en Afrique de l'Ouest, etc. Ces référents islamiques ont provoqué une rhétorique sociale, politique et médiatique qui établit un rapport de contiguïté entre terrorisme et l'islam. Dans les journaux comme l'observateur Paalga et Le Pays, les mots djihadismes, djihadismes et islamistes sont évoqués pour expliquer la violence. Dans son numéro 9041, l'Observateur Paalga estime l'urgence de « réduire l'islamisme à coup de bombardement ». Il insiste : « *la nébuleuse islamiste a frappé le Burkina Faso* » jadis épargné par cette crise au Sahel. Cette orientation du langage médiatique est contraire à la position de l'État. Dans son premier discours après le premier attentat contre Ouagadougou, le Président du Faso Roch Marc Christian Kaboré a parlé d'attaque « *terroristes, barbares, ignobles, d'une ampleur sans précédent* ». Le Président distingue dans son discours la violence terroriste dont l'objet est d'intimider la société à travers des actes pouvant causer la mort. Or, le djihadisme qui est une guerre sainte menée en islam. Avec ce manque d'objectivation chez les médias, l'islam devient l'un des sujets dominant dans le discours social et considéré comme un pourvoyeur de l'extrémisme violent. Cette prédominance est aussi liée aux facteurs sociologiques et géopolitiques du monde arabo-musulman. Les vagues migratoires des populations arabes et des musulmans vers l'occident remettent au jour l'importance d'étudier la civilisation européenne en contact avec le monde arabe. Avec une civilisation néo-islamiste qui noyauté la République, les médias opèrent un amalgame consistant à identifier dans le musulman un être à part dans la société avec un discours axé sur le port du voile dans les lieux publics. C'est pourquoi la violence sécuritaire est considérée comme relevant du djihadisme. Or, cette violence de nature n'épargne aucune communauté religieuse.

Dans le village de Goulgountou dans le Sahel burkinabè, le 11 janvier 2023, des extrémistes ont réuni des fidèles dans une mosquée pour un discours religieux. « *Ils ont séparé les femmes, les enfants, et les vieux avant d'effectuer des prêches pour convaincre les fidèles à renoncer à leur foi. Un dialogue s'est même engagé avec l'imam et c'est suite à son refus que ce dernier a été exécuté*<sup>62</sup> ». Neuf autres personnes ont perdu la vie à lors de cette attaque armée. Des actes similaires ont été produit le 11 octobre 2019 avec l'attaque de la mosquée de Salmossi dans la même zone faisant au moins 16 morts. « *Les victimes sont tous des musulmans qui étaient en prière au sein de la grande mosquée* ». « *Ces attentats montrent qu'il ne s'agit pas d'une volonté d'enracinement de l'islam. On pourrait penser à une violence exercée contre les populations pour des raisons, peut-être économiques, en se servant de la religion* », a constaté un enquêté. Ces actes antireligieux manifestés sur des civiles sans défense à l'intérieur des édifices islamiques montrent que les groupes armés n'entreprennent pas une œuvre religieuse. Mais, les stéréotypes qu'ils portent abiment la confiance qu'on aurait pour tout citoyen. Ils créent la confusion entre islam et violence. Claude Imbert, fondateur de *Le Point* se déclarant islamophobe s'insurge contre tous ceux qui cherchent à empêcher « *de penser qu'une proximité idéologique pourrait exister entre islam, islamisme et terrorisme* » (Gresh, 2004 : 46). Sous couvert de la critique, les médias stigmatisent toute une communauté qui porte une identité naturelle, l'arabe, et religieuse. Le discours social et les manifestations de plus en plus importants en occident contre l'islam résultent de cette médiatisation sur la religion. Ainsi jette-t-on dans le même sac-poubelle les organisations des musulmans. « *La majorité des terroristes dans le monde aujourd'hui sont des musulmans et se revendiquent fièrement comme tels. La représentation*

---

<sup>62</sup> <https://sahel-intelligence.com/29855-burkina-faso-09-morts-dans-une-attaque-terroriste-contre-une-mosquee.html>, consulté le 30/08/2023

*médiatique du terroriste sous les traits du musulman n'est pas erronée parce que les terroristes revendiquent leur islamité pour justifier leurs actes* »(Lewis, 2003: 55). L'auteur axe sa réflexion sur l'appartenance sociologique et religieuse des combattants terroristes pour justifier sa thèse sur l'islamisation de violence.

Ce langage islamophobe a été mis au jour avec l'extrémisme violent au Burkina Faso. Dans les médias burkinabè, la violence dans le pays est de l'ordre islamique (Sangla, 2022). Or, de par les atrocités commises contre les populations, ces groupes ont prostitué la morale sociale en s'écartant du principe islamique et aucune communauté n'est à l'abri de la violence avec une stratégie militaire contraire à la guerre conventionnelle. Ces groupes dits islamistes se dressent contre l'éducation et les valeurs modernes considérées comme impies pour la société. L'homosexualité, l'usure, l'individualisme, l'art, etc., sont des valeurs modernes remises en cause par ces groupes qui les considèrent opposées à la morale et à l'équilibre social. Elles relèvent de la civilisation européenne, contreproductive pour le bien de l'individu et conduisent à la déchéance de la famille qui est le noyau de la société.

Au Nigéria, la secte Boko Haram est réputée dans l'utilisation des enfants et des femmes comme des kamikazes. La revendication pour l'application de la Charia est mêlée à des atrocités contre les populations. Certes, les revendications parfois associées à la religion et les références islamiques du point de vue lexical peuvent amener à établir une relation de contiguïté entre islam et violence et dans une relation de cause à effet parler de djihadisme. Mais, du point de vue morale, avec les vols, les assassinats, la destruction des biens, etc., la philosophie des groupes extrémistes s'écarte du principe sociétal et holistique de la religion. Le djihad s'invite dans la philosophie musulmane lorsque la foi islamique est menacée ou « *en cas de légitime défense, lorsque tous les moyens pacifiques n'ont pu*

*stopper l'agression; en cas d'oppression lorsque la liberté d'expression n'est pas respectée; ou encore lorsque les propriétés sont spoliées* »(Issaley, 2019: 100). Il n'a donc pas pour ambition de contraindre par les armées à conversion des citoyens. Aujourd'hui, ni les musulmans, ni la religion ne sont en danger au Burkina Faso et les attentats contre les symboles de la religion sont des actes de perversion de l'islam et ne relevant pas du djihadisme. Les références islamiques sont à inscrire dans la stratégie politique et militaire de ces groupes pour faciliter l'endoctrinement, la propagande et de recrutement de combattants pour la violence. Mieux, la défense de la religion est un argument utilisé pour la mobilisation d'adeptes car, le djihad dans les origines de la religion exclue les butins de guerre. Or, aujourd'hui, le pillage et le vol des ressources est l'une des finalités des groupes extrémistes. Ces manifestations qui s'écartent de la religion expriment les raisons économiques sous-jacentes aux activités des groupes extrémistes. C'est pourquoi la situation au Burkina Faso ne peut être considérée comme relevant du djihadisme. Le discours social et médiatique établissant un rapport de contiguïté entre les activités de ces groupes et l'islam sur la base des référents lexicaux et socioculturels des acteurs frise à court ou à long terme la coexistence entre les communautés religieuses. Selon un enquêteur, ce langage « *peut créer la méfiance et le sentiment de victime génère des crises latentes* ». En islamisant la violence, à partir des variables lexicales, les médias accordent un sens religieux à la violence alors que la situation au Burkina Faso et au Sahel renferme toutes les formes de violence, notamment les vols, les vols et les assassinats.

## **5. Terrorisme ou rébellion dans le contexte burkinabè**

Le 05 juillet 2022, l'ambassadeur de France Luc Hallade, en poste à Ouagadougou à l'époque, a qualifié la crise au Burkina Faso de « *guerre civile* » car, « *une partie de la population se*

*rebelle contre l'État et cherche à le renverser* ». Cette communication a été protesté par le gouvernement burkinabè qui estime que « *tous les combattants terroristes ne sont pas que des Burkinabè, les chefs et financiers de ces groupes terroristes ne sont pas des fils de ce pays*<sup>63</sup> ». Il existe alors une divergence de concept dans la construction de sens sur la violence. Le gouvernement parle de terrorisme et le langage de la diplomatie est construit sur la rébellion. Se rebeller, c'est s'insurger contre un système qui peut être politique, économique, culturel, etc., pour promouvoir un idéal ou parvenir à un changement lié à l'objet de revendication. La rébellion naît d'un sentiment d'indignation individuelle ou collective suite à l'injustice sociale et des inégalités caractéristiques des sociétés. Elle peut être active ou passive. Dans bien de cas, dans sa forme active, elle procède par l'usage des armes de guerre contre le système mis en cause. Même si le rebelle ne renonce pas à la morale qui le met en opposition complète contre les populations civiles, l'indignation, la violence, le pillage des ressources et la criminalisation de la société sont des déterminants communs à tous les groupes armés terroristes. Par exemple, dans le conflit armé déclenché en avril 2023 au Soudan contre l'armée régulière et les rebelles du des Forces de Soutien Rapide dirigés par le général Hamdane Daglo reproduisent la quasi-totalité des actes de violence des groupes terroristes, notamment la destruction des infrastructures et la violence contre les civiles. En Centrafrique par exemple, les groupes rebelles, la coalition des patriotes pour le changement, les anti-balaka et les ex-Seleka sont réputés dans les exactions commises contre les populations. Ils mènent une guerre de guérilla dans laquelle l'armée régulière est exposée aux menaces croissantes des attaques armées et des engins explosifs improvisés. Cette tactique de guerre est identique à celle des groupes armés terroristes au Burkina Faso.

---

<sup>63</sup> Burkina Faso: Les propos de l'ambassadeur français sur la "guerre civile" irritent les autorités - allAfrica.com, consulté le 28/08/2023.

Cette proximité dans la stratégie de guerre et les manifestations des atrocités peut entraîner une confusion entre les acteurs de l'anomie, notamment le terroriste et le rebelle.

À la différence des groupes extrémistes issus du terrorisme international, les groupes armés rebelles n'impliquent pas un tout militaire dans la stratégie contre l'État. Une période de trêve ou de cessez-le-feu peut être décidée par les différents belligérants dans le contexte de la rébellion. Elle est donc ouverte au dialogue pour une sortie de crise et facilite l'ouverture d'un couloir humanitaire pour la prise en charge des victimes. Par exemple, les rebelles séparatistes arméniens du Haut-karabakh ont conclu le 22 septembre 2023 un cessez-le-feu avec l'Azerbaïdjan pour une sortie de crise négociée. Au Mali, cette stratégie a permis, au plan politique, à la communauté internationale sous la houlette de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDAO) de mener la médiation avec les rebelles dans la crise en 2012. L'ancien président du Burkina Faso, Blaise Compaoré, médiateur choisi à l'époque lors d'une rencontre avec les acteurs de la crise malienne a constaté que le Mali est confronté à une « *très grave crise qui menace sa stabilité, son unité et sa cohésion sociale. Face à cette situation, il est impérieux de sceller et de fortifier une union sacrée pour la défense des intérêts supérieurs de la nation malienne* »(Koanda, 2012: 31). L'esprit du dialogue a permis le dépassement des vues partisans pour la protection des populations civiles, du patrimoine culturel, au respect des droits de l'homme et de la dignité des femmes. Face aux hostilités des populations contre la présence de la force onusienne, les États-Unis ont estimé que « *la MINUSMA est une mission de maintien de la paix et non une mission de lutte contre le terrorisme*<sup>64</sup> ». Cette rhétorique établit une différence entre la rébellion et les

---

<sup>64</sup> Conseil de sécurité: les parties au Mali doivent dialoguer dans l'esprit de l'Accord de paix, prévient le Représentant spécial du Secrétaire général | UN Press, consulté le 18/07/2023.

groupes armés extrémistes dont les activités sont systématiquement basées sur la violence. Dans un communiqué de presse publié le 21 septembre 2023, la rébellion au Nord du Mali « *informe l'opinion publique nationale et internationale qu'elle adhère aux règles du droit international humanitaire et aux droits de l'homme liés à la protection des civiles et des prisonniers et a instruit aux chefs militaires ainsi qu'aux combattants leurs devoirs et obligations dans le cadre de l'éthique en temps de guerre* ». Dans le contexte de la rébellion comme au Mali et au Haut-Karabach, le droit et l'éthique de la guerre se traduisent par le respect des civiles, la possibilité d'instaurer un dialogue et le cessez-le-feu en commun accord avec les parties prenantes. Ce visage que montre la rébellion n'est pas manifeste dans les rangs des groupes armés issus du terrorisme international qui égorgent les citoyens et les militaires faits prisonniers.

## **6. Les exactions contre les populations**

Le terrorisme renvoie à la violence instituée par une organisation ou des individus agissant contre une autre dans l'objectif de parvenir à un changement radical. Sa ligne de revendication est axée sur la violence, la destruction systématique des biens et à l'extrême l'atteinte à la vie. Avec cette dynamique, il prône une morale contraire à celle de la société et à la démocratie qui porte une valeur centrale au droit à la vie et à la liberté d'action. Il n'y a pas de liberté et de droit dans le contexte de terrorisme avec la brutalité et les exactions qui font foi. Le déguerpissement des villages, la terreur dans le discours et dans les actes est le principal caractère du climat social et l'outil de reconversion des citoyens faisant de l'incertitude et de la psychose une certitude dans la société. La situation au Burkina Faso est rythmée par cette terreur. Iyag Ag Galy, Malam Ibrahim Dicko, etc., sont des héros négatifs qui, par leur entreprise de violence, ont entraîné le délitement de la société. « *Ces acteurs ont perverti la société*

*et la religion avec la violence* », selon un responsable de communication. Cette forme d'action résulte du terrorisme international qui permet aux acteurs d'exporter la violence au-delà du territoire de naissance de leur mouvement. L'État islamique au grand Sahara, Ansar Dine, le Groupe de soutien à l'islam et aux Musulmans, etc., sont implantés dans le septentrion malien mais exercent la violence au Burkina Faso.

Le terrorisme international est différent de la répression politique menée par un gouvernement dans l'objectif est d'imposer par la force sa politique. Cette répression ou violence relève du terrorisme politique. En Centrafrique, le gouvernement qualifie les organisations rebelles de groupes terroristes. A l'époque soviétique, la période de la dictature militaire ou du parti-État en Afrique, le terrorisme d'État s'est relativement accru avec les exactions contre les leaders d'opinions et des opposants dans les pays. Le terme est utilisé pour désigner les actions des groupes nationalistes et séparatistes contre les gouvernements. C'est pourquoi les rebelles sont parfois considérés par certains gouvernements d'organisations terroristes qui entendent par la terreur imposer une nouvelle politique nationale. Les forces nouvelles, groupe rebelle en Côte d'Ivoire en 2002, étaient considérées par le gouvernement à l'époque d'organisation terroriste (Baud, 2016; Toppe, 2010) alors que cette appellation n'était pas inscrite dans le vocabulaire de la communauté internationale. Sauf l'opposition entre l'Ukraine-Russie et Israël-Palestine où la violence se déporte dans d'autres territoires, le terrorisme politique agit dans un cadre national. Cette forme de terrorisme ne renferme pas le dialogue comme cadre de communication et de concertation entre les différentes parties en conflit. Dans le cas de la Côte d'Ivoire par exemple, le dialogue mené avec les rebelles sous la conduite de l'ancien président burkinabè, Blaise Compaoré, a facilité la signature de l'Accord politique de Ouagadougou le 04

mars 2007 et leur intégration dans le gouvernement d'union nationale pour apaiser la crise.

Les groupes extrémistes, notamment l'État islamique, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) ou Ansarul islam ne sont ni opposants, ni dissidents aux gouvernements, mais nourrissent un dessein contraire aux normes politiques, sociales et culturelles. Le dissident ou l'opposant ne conteste pas sa culture ou sa civilisation pour être en conflit avec la société. Il est en rupture avec les institutions politiques, mais pas avec le socle profond de la nation qu'est évidemment la culture. À titre d'exemple, la rébellion au Nord Mali est en rupture avec l'État et non un engagement contre la société et la civilisation malienne. Par contre, les groupes armés extrémistes qui sévissent au pays n'entendent avoir rien en commun avec la société qu'ils agressent continuellement. Les attentats constituent un affront à l'intégrité de la société, une violence iconoclaste qui défie la conscience collective et « *plus profondément encore le consensus moral d'un peuple, le socle sociologique qui stabilise les rapports humains* » (Garapon & Rosenfeld, 2016: 100). La crise au Burkina Faso relève du terrorisme international. Née dans le Sahel burkinabè avec l'activisme de Ibrahim Malam Dicko et des groupes armés venus du Mali et du Niger, notamment l'État islamique et le groupe de soutien à l'islam et au musulman, le terrorisme a embrassé toutes les régions du pays. Elle est caractérisée par des attaques asymétriques, les embuscades, les assassinats ciblés ou de masse, les engins explosifs, etc. Dori, Nouna, Arbinda, Solenzo, Tin Akof, etc., sont un échantillon de territoires burkinabè assiégés par les groupes armés privant les populations des services sociaux de bases et de l'aide humanitaire. Ils ont provoqué le déplacement massif d'environ deux millions de burkinabè et contrôle, selon Human Rights Watch<sup>65</sup>, 40% du

---

<sup>65</sup> Burkina Faso : Les atrocités des groupes armés islamistes se multiplient | Human Rights Watch (hrw.org), consulté le 18/07/2023.

territoire national. En représailles au recrutement des civiles comme supplétifs de défense nationale, les atrocités se sont multipliées et ont contraint des villages et hameaux à déguerpir. Sans état d'urgence, ils incendient les habitations, détruisent les infrastructures routières, volent les animaux et créent un état de psychose permanent dans la société. Dans sa communication officielle depuis le début de la crise, l'État burkinabè privilégie les concepts groupes armés terroristes ou hommes armés non-identifiés. Cette rhétorique permet à l'État de catégoriser la nature du conflit qui a entraîné l'effondrement du système social fondé sur la coexistence pacifique entre les communautés et la paralysie de la démocratie. Ce conflit est alors issu du terrorisme international manifesté par des acteurs nationaux et internationaux.

## Conclusion

Avec l'activisme persistant des mouvements extrémistes, notamment Al-Qaïda, le GSIM, l'EIGS, Ansar Dine, Ansarul Islam, etc., au Sahel, on découvre que la violence terroriste n'est plus confinée dans le cadre national comme la rébellion qui est issue des organisations qui s'insurgent contre l'autorité d'un État. Ces groupes sont un échantillon des groupes extrémistes qui propagent la violence au Burkina Faso et dans le Sahel ouest africain. Avec les référents sociologiques et linguistiques, les médias burkinabè et les groupes sociopolitiques ne tardent pas à exprimer leur dédain profond contre l'islam qu'ils réduisent à la peur avec les agressions idéologiques et physiques. On parle de guerre menée par les « djihadistes » contre les États démocratiques et la civilisation occidentale. Or le djihadisme répond à une légitime défense et est contre le pillage de ressources ou les butins de guerre. Dans le contexte burkinabè, on note une augmentation du vol, du pillage des ressources et du viol des femmes. Les villages sont déguerpis, les bétails volés, les magasins pillés, les infrastructures détruites, etc. Les scènes

de violence qui s'écartent de l'islam sont récurrentes avec les groupes armés qui sèment la terreur et la psychose pour déstabiliser la société. Ce qui permet de faire la distinction entre un acte terroriste et celui relevant du djihadisme. Dans l'acte terroriste, la violence est systématique, vise toutes les cibles militaires et civiles alors que le djihad répond à une légitime défense. Dans ce cas, le vol des ressources et les butins de guerre sont prescrits. La culture de la violence est une philosophie qui ne répond pas à l'ontologie de l'islam et au djihad, ni à la rébellion qui est parfois ouvert au dialogue et respecte le droit international humanitaire. La situation au Burkina Faso relève du terrorisme international qui s'opère également dans les pays de l'Afrique au Sud du Sahara.

## Références bibliographiques

Baud J. (2016). *Terrorisme : Mensonges politiques et stratégies de l'occident*. Paris : Rocher. 423 p.

Ferragu G. (2001). Le terrorisme en définitions. *Marianne-L'Histoire*, 13. <https://www.lhistoire.fr/le-terrorisme-en-d%C3%A9finitions>, consulté le 20/08/2023

Garapon A. et Rosenfeld M. (2016). *Démocratie sous stress : Les défis du terrorisme global*. Paris : PUF. 232 p.

Hoffman B. (1999). *La Mécanique Terroriste*. Paris : Calmann-Levy. 302 p.

International Crisis Group (2017). Nord du Burkina Faso : Ce que cache le jihad. (Rapport Afrique 254). <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/burkina-faso/254-social-roots-jihadist-violence-burkina-fasos-north>, consulté le 10/05/2023

Issaley A. A. (2012). *Terrorisme au sahel : De la guerre idéologique au business criminogène*, Thèse de doctorat. Paris : Bourgogne France Compté. 319 p.

Koanda A. (2012). *Recueil de discours du Président du Faso*. Ouagadougou : Présidence du Faso. 271 p.

- Lewis B. (2003). *L'Islam en crise*. Paris : Gallimard. 183 p.
- Nana N. (2011). *Les défis du terrorisme au Sahel. Aqmi, une menace stratégique?* Mémoire Online.  
<https://www.memoireonline.com/05/14/8867/Les-defis-du-terrorisme-au-Sahel-Aqmiune-menace-strategique.html>, consulté le 24/3/2023, consulté le 14/05/2023
- Natielse K. J. (2013). *Le Burkina Faso de 1991 à nos jours : Entre stabilité politique et illusionnisme démocratique*. Thèse de doctorat, Bordeaux, Université Montesquieu. 437 p.
- Sangla H. (2022). *Mutation contemporaine et crise de l'État-nation : Représentation de l'islam dans la presse quotidienne burkinabè face au terrorisme international*. [Colloque]. Religions et médias : discours et représentations, Québec.
- Toppe G. (2010). *Communication politique et développement en Côte d'Ivoire*. Paris : L'Harmattan. 236 p.